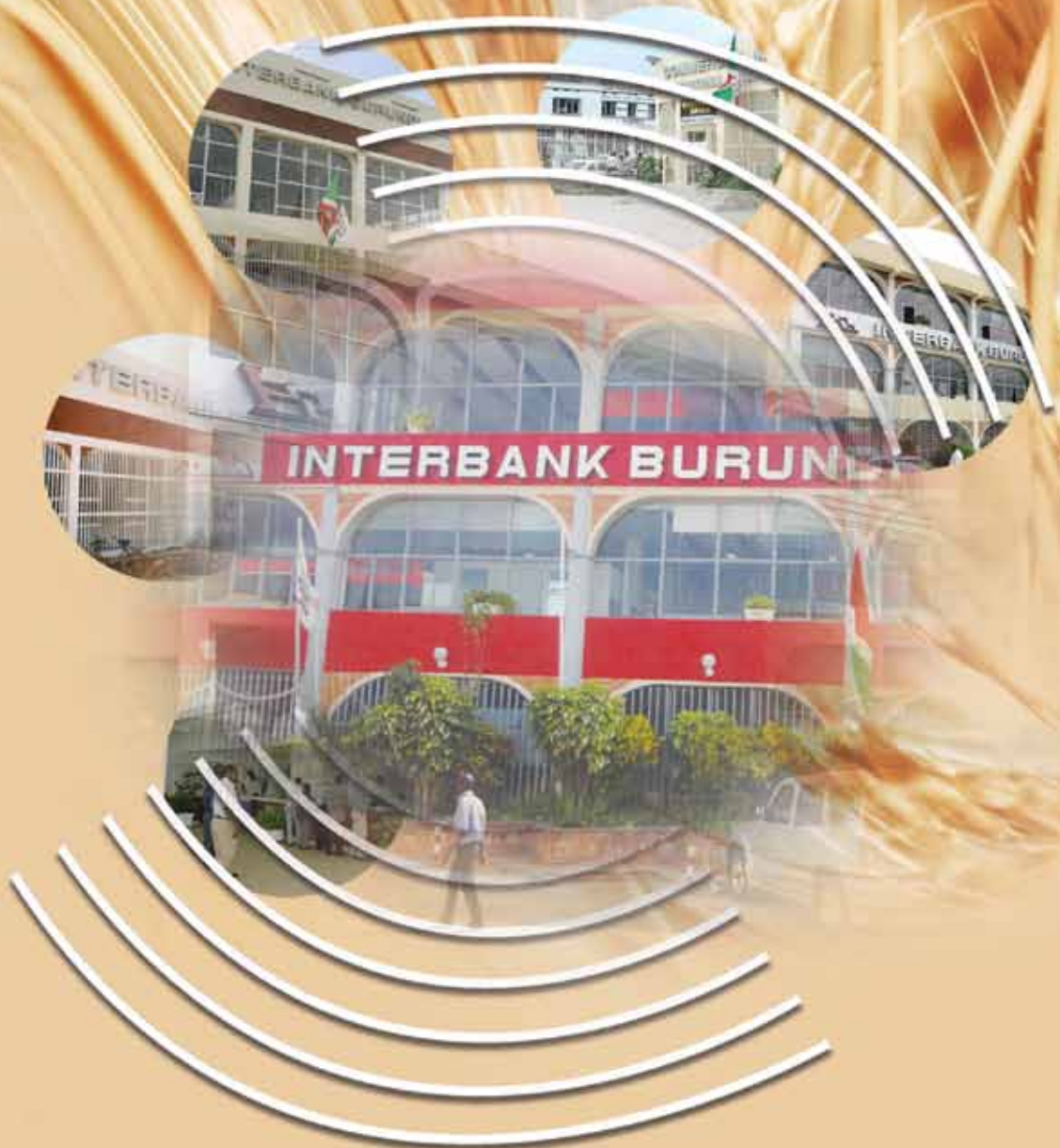




INTERBANK BURUNDI s.a

Rapport d'activités 2012

01 Mars 2013 • 20ème Exercice Social





INTERBANK BURUNDI



Carte VISA International
acceptée à nos terminaux

15, Rue de l'Industrie • B.P. 2970 Bujumbura • Tél. : (257) 22 22 06 29

Fax : (257) 22 22 04 61 • E-mail : info@interbankbdi.com • Site web : www.interbank.com • CODE SWIFT : IBBU BIBI



20ème Exercice Social



INTERBANK BURUNDI s.a



Rapport Annuel 2012

Table des matières

8	Message du Président du Conseil d'Administration
10	Message du Président du Comité de Direction
14	Rapport du Conseil d'Administration
15	Evolution des activités de la Banque
16	Bilan Social
18	La Banque dans son environnement
21	Bilan et comptes de pertes et profits
26	Rapport financier aux actionnaires
35	Répartition des bénéfices
39	Assemblée générale ordinaire des actionnaires
40	Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire
42	Réseau de Distribution
44	Réseau des Correspondants à l'Etranger



Exercices	2003	2004	2005	2006
EMPLOIS				
Débiteurs en comptes courants	25.083,9	29.026,0	32.976,8	41.224,0
Crédits /Filière Café	2.374,2	3.001,4	1.086,3	10.950,0
Autres Crédits de trésorerie	8.658,8	13.069,4	9.988,4	10.361,9
TOTAL	36.116,9	45.096,8	44.051,5	62.535,9

RESSOURCES				
Dépôts à vue	36.960,9	49.573,1	46.254,8	64.964,7
Dépôts à terme & Bons de caisse	10.697,8	13.300,3	12.989,4	23.998,0
Carnets de dépôts	1.311,6	1.545,2	2.201,2	2.569,4
	48.970,3	64.418,6	61.445,4	91.532,1

Marge (Ressources-Emplois)	12.853,4	19.321,8	17.393,9	28.996,2
Crédits du Secteur Financier (*)	180.703,6	180.259,7	181.142,3	203.806,3
Part IBB (%)	20,0	25,0	24,3	30,7
Crédits du secteur bancaire (*)	160.827,6	161.742,2	165.376,1	183.618,6
Part IBB (%)	22,5	27,9	26,6	34,1
Résultat net	1.110,5	1.847,0	2.267,1	2.182,3
Fonds Propres Bruts (Avant répartition)	6.439,5	7.553,3	8.965,9	11.567,6

Chiffres clés sur 10 ans

2007	2008	2009	2010	2011	2012
50.086,8	58.413,6	65.248,9	73.039,5	90.642,8	106.226,8
3.224,0	9.414,0	1.405,0	4.491,6	5.576,8	5.503,7
16.176,9	22.434,5	27.829,9	37.132,8	47.896,2	49.447,8
69.487,7	90.262,1	94.483,8	114.663,9	144.115,8	161.178,3

73.002,4	114.409,7	138.576,9	159.244,3	158.507,5	178.367,7
28.818,1	28.513,3	27.842,6	28.806,9	35.498,4	31.760,5
3.490,4	5.161,1	5.999,4	6.756,2	5.899,1	7.760,3
105.310,9	148.084,1	172.418,9	194.807,4	199.905,0	217.888,5

35.823,2	57.822,0	77.935,1	80.143,5	55.789,2	56.710,2
230.435,4	305.486,3	335.130,0	430.752,6	573.214,8	649.367,9
30,2	29,5	28,2	26,6	25,1	24,8
205.229,3	276.919,1	301.761,8	386.406,3	519.100,0	592.274,8
33,9	32,6	31,3	29,7	27,8	27,2
3.264,6	5.138,2	6.791,2	7.553,8	9.937,9	6.489,9
13.568,5	17.443,1	22.825,0	27.125,4	32.862,8	34.348,1



MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Georges COUCOULIS

La situation économique s'est détériorée en 2012, fortement impactée par les effets des chocs liés à la baisse du niveau des aides extérieures et aux tensions sur les prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers. Ces chocs ont conduit à la baisse de la croissance du produit intérieur brut à 4 %, légèrement en deçà des prévisions initialement fixées à 4,5%, et à un important effritement des réserves de change, qui ne représentaient en fin d'année que 3,8 mois d'importations contre près de 5 mois en 2011.

L'assèchement de la liquidité qui s'en est suivi et l'exonération à titre temporaire des taxes sur les denrées alimentaires ont contribué à une décélération de l'inflation (en glissement annuel), passée de son plus haut niveau d'environ 25 % en mars 2012 à un niveau toujours élevé de 14,7 % à fin décembre.

Dans l'environnement de crise financière internationale, qui a touché de plein fouet les partenaires traditionnels du Burundi, ces performances économiques demeurent somme toute satisfaisantes ; elles sont largement dues à la vigueur du secteur des services et aux résultats enregistrés par les réformes conduites au niveau des finances publiques et par la politique monétaire plus restrictive menée par la Banque Centrale.

Cette dernière a en effet resserré la politique du crédit par le maintien à la hausse de ses différents taux d'intervention, le taux de la facilité marginale de refinancement grimpant jusqu'à 15,75 % ; dans le même temps, dans le contexte d'effritement des réserves, la Banque de la République du Burundi a dû ajuster son offre sur le marché des changes en ralentissant la vente de devises.

En dépit de ce contexte, la Banque a maintenu sa contribution au financement de l'économie et a poursuivi son déploiement commercial, celui-ci se traduisant par l'élargissement du portefeuille clientèle et la diversification de ses segments.

Cette croissance du portefeuille résulte notamment de synergies toujours aussi efficaces entre les agences et guichets de notre réseau de distribution.

Le renforcement de cette efficience, dans un contexte économique attendu difficile et aggravé par l'onde de choc de l'incendie du Marché Central de Bujumbura, demeurera au centre des priorités 2013 de l'Interbank burundi.

Pour relever ce défi, la Banque capitalisera sur son dense réseau de distribution, sur ses leviers de croissance, que constituent l'innovation ancrée au coeur de son action et ses segments de clientèle diversifiés, et sur l'engagement et l'ardeur à la tâche de ses organes dirigeants et de l'ensemble du personnel.

Nous tenons à remercier ces derniers pour le travail accompli au cours d'un exercice 2012 particulièrement tendu et leur renouvelons notre détermination à oeuvrer en faveur de leur plein épanouissement au sein de l'Interbank Burundi. Les résultats atteints en 2012 n'auraient pas été possibles sans leur mobilisation exceptionnelle.

Nous tenons également à exprimer notre reconnaissance aux Administrateurs de la Banque pour l'encadrement et l'orientation donnés à la marche de l'Interbank Burundi ainsi que pour leurs décisions judicieuses dans des circonstances pas toujours faciles.

Enfin, nous souhaitons remercier l'ensemble des clients de la Banque pour la confiance qu'ils ont continué à nous accorder dans un environnement économique particulièrement peu favorable aux affaires.

Nous exhortons les uns et les autres à maintenir intacts leur soutien et leur confiance tant les défis à relever ensemble, pour l'exercice 2013, demeurent importants. Ils n'ont pas seulement trait à la catastrophe économique nationale de l'incendie du Marché Central de Bujumbura de ce début d'année ; ils restent aussi liés aux incertitudes pesant sur l'amélioration de la conjoncture économique fortement dépendante de l'appui des bailleurs de fonds, eux-mêmes touchés de plein fouet par la crise économique mondiale.

La situation financière de la Banque, en dépit du repli conjoncturel du résultat en 2012, demeure solide et lui permet de faire face à tous ces défis et à bien d'autres qu'elle ne manquera pas de rencontrer sur le chemin de son développement.

Georges COUCOULIS



MESSAGE DU PRESIDENT DU COMITE DE DIRECTION

Callixte MUTABAZI

En 2012, l'Interbank Burundi a poursuivi le développement de ses activités et a réalisé de bonnes performances opérationnelles malgré un environnement économique en demi-teinte.

En dépit d'une situation économique peu favorable aux affaires, et bien que touché par une sévère crise de liquidités, le secteur financier a continué à financer l'économie, augmentant ses concours de 17,9 % à fin septembre 2012, à 652.888,0 MF ; l'Interbank Burundi y contribue pour 26%, avec des encours établis à 170.046,1 MF.

Ce sont des parts de marché en baisse, puisque elles étaient de l'ordre de 30% il y a deux ans ; cette baisse tient essentiellement à la vive concurrence observée sur le marché, d'une part, mais aussi, d'autre part, à une politique de partage des risques mise sur pied par la Banque pour faire face à la situation de trésorerie tendue.

Cette contribution de la Banque au financement de l'économie a été rendue possible notamment par les efforts entrepris en vue d'une plus large mobilisation de nos créances. L'aggravation de la crise de liquidités et les tensions induites sur le marché interbancaire ont en effet conduit l'Interbank Burundi à accélérer le refinancement de ses créances auprès de la Banque Centrale.

Dans un contexte de forte concurrence sur les ressources et de renchérissement du loyer de l'argent consécutif aux tensions de trésorerie, et en l'absence d'un mécanisme d'ajustement automatique des taux, cette contribution maintenue s'est néanmoins opérée au prix de charges financières en forte hausse et, partant, d'une rentabilité en repli.

Dans le même temps, et anticipant cette crise de liquidités, la Banque s'est attachée à renforcer et à développer ses activités de collecte en poursuivant l'élargissement de sa base clientèle par l'extension de son réseau de distribution ; trois nouveaux guichets bancaires de plein exercice ont ainsi été implantés : à Kobero, à Bwiza et à Mutakura.

S'agissant de l'offre monétique, la Banque a renforcé, comme projeté, son offre monétique par l'acceptation de cartes AMEX et par la mise sur pied d'un service de « SMS Banking » à l'intention de tous nos clients détenteurs d'un téléphone cellulaire. Ce service leur permet de recevoir des messages en cas de mouvements sur leurs comptes et de consulter les positions de ces derniers en temps réel.

En vue d'élargir cette offre, la Banque a par ailleurs démarré en 2012 les processus de certification pour l'acceptation des cartes MasterCard ; ces processus sont toujours en cours et devraient aboutir au courant du premier semestre 2013.

Un dispositif commercial qui permet à l'Interbank Burundi de rester à la pointe de l'offre produits et d'envisager l'exercice 2013 avec un optimisme prudent.

PERSPECTIVES

Un optimisme qui, au niveau macro-économique, est conforté par l'espoir suscité par les engagements de financement pris par les bailleurs de fonds du Burundi lors de leur conférence tenue à Genève fin octobre 2012. Engagements qui ont surtout contribué à valider le Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté 2ème Génération, « CSLP II », en tant que feuille de route crédible pour une croissance économique durable. Ils constituent aussi une reconnaissance des avancées enregistrées dans les secteurs de l'assainissement du climat des affaires et dans les secteurs sociaux.

Autant d'atouts qui pourraient favoriser une meilleure mobilisation de l'aide internationale et éclaircir les perspectives économiques du pays pour 2013, avec une croissance du PIB dont l'amélioration sera essentiellement alimentée par l'agriculture, les services sociaux, le tourisme et la mise en œuvre de projets hydroélectriques.

Les risques pesant sur ces perspectives demeurent pourtant importants : ils ont trait à l'impact du sinistre du Marché Central de Bujumbura, à l'environnement des affaires toujours fragile, à la faiblesse des rentrées de ressources en devises, en raison d'exportations de café 2013 prévues à la baisse et du prolongement de la crise économique mondiale.

Risques que la Banque devra intégrer dans son pilotage quotidien en gardant constamment à l'esprit les quatre leviers de notre croissance : la poursuite de la mobilisation des ressources, l'encadrement qualitatif et quantitatif de notre portefeuille crédits, l'innovation dans l'offre produits et l'établissement de partenariats stratégiques avec les entités génératrices de ressources.

Ce sont ces leviers qui nous permettront encore une fois de sauvegarder nos parts de marché progressivement entamées par l'arrivée d'autres opérateurs bancaires issus d'horizons économiques africains comme la Finbank, l'Ecobank, la KCB et plus récemment la tanzanienne CRDB.

Faire face au défi de la concurrence et maintenir la Banque sur la voie de la croissance nécessiteront d'activer ces leviers tout au long de l'exercice 2013.

D'ores et déjà, un nouveau service dédié à l'Organisation et à la Formation vient de voir le jour, avec le rôle crucial de mettre sur pied des tableaux de bord et des instruments de suivi, plus spécifiquement pour l'activité crédits et la professionnalisation de nos équipes.

Au chapitre de la mobilisation des ressources, la Banque entend garder le cap sur le refinancement de ses créances en vue de constituer un matelas optimal de sécurité, la situation de crise de liquidités n'étant pas près d'être résorbée. Parallèlement, la capacité de collecte de notre réseau de distribution continuera à être renforcée, notamment par l'amélioration de l'organisation fonctionnelle et opérationnelle.

S'agissant de l'offre, pendant que la visibilité de nos produits monétiques va être améliorée, la Banque compte acquérir dès le premier semestre 2013 la licence MasterCard, dont les procédures sont en cours, et opérationnalisera le service de « mobile banking » en partenariat avec U-COM Burundi, sous la marque « Leo Manoti ».

L'Interbank Burundi est donc bien positionnée pour relever les défis du nouvel environnement et continuer à accompagner ses clients dans la réalisation de leurs projets.

Avec elle, nous renouvelons ici notre engagement sans faille et notre mobilisation permanente pour les servir au mieux, dans le respect de nos disciplines de contrôle des risques et de maîtrise des coûts.

A cet effet, et à l'instar des exercices écoulés, proximité et qualité des services resteront les clés de cet engagement. Ainsi proche de nos clients, à la fois par la densité de notre réseau et par notre forte capacité d'écoute des différents segments de clientèle, nous abordons l'année 2013 avec la volonté renouvelée de garder un positionnement de premier choix sur le marché bancaire burundais.



Callixte MUTABAZI

INTERBANK BURUNDI



Carte VISA International
acceptée à nos terminaux





Rapport du Conseil d'Administration



EVOLUTION DES ACTIVITES

Dans un environnement économique et financier marqué par les incertitudes sur la liquidité, la Banque a maintenu le cap, consolidé son positionnement et affiné son option de banque de proximité.

Les performances opérationnelles enregistrées témoignent de la capacité d'adaptation et de la résilience de la Banque : les encours de crédits et de dépôts sont respectivement en hausse de 11,8 % et 9,0 %, le développement de son fonds de commerce sur différents segments de clientèle s'est poursuivi, avec de substantiels gains en clientèle.

Ces performances sont largement expliquées par le dynamisme commercial de ses équipes, tant en conquête qu'en fidélisation de la clientèle.

RESSOURCES

Conséquence de fonds de commerce qui s'étoffent, les ressources clientèle s'affichent en hausse notable, portées aussi par le rebond de la production caféière, campagne 2012/2013, et les ressources de financement débloquées en faveur des projets clients de la Banque au cours du second semestre de l'année.

Les encours de dépôts progressent ainsi de 9,0 %, à 217.888,5 MF.

CREDITS

En 2012, compte tenu de la raréfaction de la liquidité, la production de nouveaux prêts a été plus sélective ; l'évolution des encours de crédits est demeurée cependant sur une trajectoire haussière, portée par la tonicité des crédits d'exploitation aux entreprises, souvent comme relais aux créances sur l'Etat en attente de règlement, et par la demande de financement de la filière café.

L'augmentation des encours s'est ainsi contractée, à +11,8% contre +25,7 % en 2011, en raison de l'environnement économique marqué par l'assèchement des liquidités.

SERVICES

- **International Banking**

L'activité à l'International a fortement pâti de l'assèchement des liquidités en devises consécutif à la baisse drastique des appuis budgétaires des bailleurs de fonds traditionnels du pays.

Les opérations de change et d'importation s'en sont durement ressenties entraînant des baisses importantes des commissions sur opérations.

- **Opérations de Guichet et Inter Agences**

Du fait de l'élargissement du réseau de distribution et de l'étoffement des fonds de commerce, qui en est partiellement la conséquence, le volume de transactions à nos guichets s'affiche en croissance constante.

RENTABILITÉ DES OPÉRATIONS

Le recours à des ressources de refinancement et d'emprunts au jour le jour plus onéreuses, la faiblesse de l'activité à l'International Banking induite par la pénurie des devises et la détérioration de la parité USD/BIF, ont conduit à une baisse de 34,7% du résultat net, celui-ci revenant de 9.937,9 MF en 2011 à 6.489,9 MF à fin décembre 2012.

BILAN SOCIAL

PERSONNEL

- **Gestion des Ressources Humaines**

L'Interbank Burundi maintient une politique des ressources humaines axée sur la conciliation des objectifs de rentabilité et d'expansion de la Banque avec le développement humain et social des collaborateurs. Cette politique allie culture de l'écoute et du dialogue, valorisation des compétences par la formation et promotion du sentiment d'appartenance à l'entreprise.

En effet, le sentiment d'appartenance et la capacité d'intégration constituent un atout clé au niveau du développement harmonieux de la Banque et des ses collaborateurs. C'est pourquoi le Management s'attache en priorité à l'émergence d'une culture managériale et à une gestion dynamique des parcours de carrières par une valorisation de la diversité des talents.

• Formation

Toujours soucieuse d'anticiper les attentes de ses collaborateurs pour une meilleure visibilité sur les opportunités de carrières, l'Interbank Burundi a gardé la formation au cœur de ses priorités en 2012.

En plus des séances de formation favorisant la maîtrise théorique et pratique des outils, à l'instar des cours sur la feuille de calcul Excel et sur l'outil informatique dispensés par un de nos Administrateurs, Monsieur Paul Berger, l'apprentissage au service du développement de la compétence et de la professionnalisation des salariés a été conduit au travers de nombreuses réunions d'échanges organisées en sessions dominicales par les différents responsables de la Banque.

Ces rencontres ont principalement rassemblé les directeurs d'agences, les préposés au contrôle des opérations et les responsables de l'accueil et du visa.

• Epanouissement Humain

A l'instar des exercices écoulés, l'amélioration du cadre de vie de ses collaborateurs est restée au cœur des préoccupations de l'Interbank Burundi.

L'année 2012, qui a pourtant été marqué par le ralentissement de l'activité d'intermédiation bancaire, n'a pas fait exception, la Banque maintenant sa politique de partage des fruits de l'implication des travailleurs dans la Banque, à travers, notamment, une variété de primes et indemnités incitatives.

Gardant à l'esprit que la cohésion et le sentiment d'appartenance se fondent sur des valeurs partagées, l'Interbank Burundi a maintenu ancrés au cœur de sa stratégie le dialogue social et le respect des partenaires sociaux. Le comité d'entreprise est ainsi resté activement associé à la gestion de l'établissement par une information continue et pertinente et à l'analyse régulière des défis de la Banque.

LA BANQUE DANS SON ENVIRONNEMENT

Banque citoyenne, l'Interbank Burundi s'engage dans les communautés dans lesquelles elle évolue. L'activité de la Banque est appelée à profiter aux personnes et aux entreprises locales, dans les régions où elle est implantée grâce à l'emploi, à l'investissement et aux actions multiformes en faveur des plus vulnérables, du mécénat culturel, artistique et scientifique, de la protection de l'environnement, du sport et de la formation.

En matière de solidarité et de lutte contre l'exclusion, l'Interbank Burundi est comme à l'accoutumée restée attentive aux sollicitations des plus vulnérables et des associations engagées dans le combat contre la pauvreté, leur apportant soutien financier et aides multiformes pour les aider à mener à bien leurs projets de vie.

Sur la scène artistique et culturelle, le soutien à la culture burundaise et à ses talents ne s'est pas démenti, la Banque ayant notamment poursuivi l'enrichissement de sa collection d'œuvres d'art en même temps qu'elle encourageait la création par des donations.

Dans le domaine de la protection de l'environnement, la Banque a maintenu son soutien à la valorisation des entreprises et projets impliqués dans le développement durable en finançant le prix Roi Mwezi Gisabo pour la Défense de l'Environnement qui est parrainé et décerné par Action Ceinture Verte pour l'Environnement, « A.C.V.E. ».

S'agissant du sport, l'Interbank Burundi a poursuivi les partenariats noués depuis plusieurs années avec les grands challenges de golf et de tennis. Elle témoigne ainsi de son engagement aux côtés de ceux qui portent avec enthousiasme ses propres valeurs de dynamisme, ténacité, compétence et performance.

Quant à la formation, la Banque a continué à recevoir et à encadrer de jeunes stagiaires en fin de scolarité venus éprouver leurs connaissances théoriques aux réalités du terrain dans le cadre de leurs travaux de fin d'études.



INTERBANK BURUNDI



Carte American Express
acceptée à nos terminaux





INTERBANK BURUNDI



Carte MasterCard
acceptée à nos terminaux

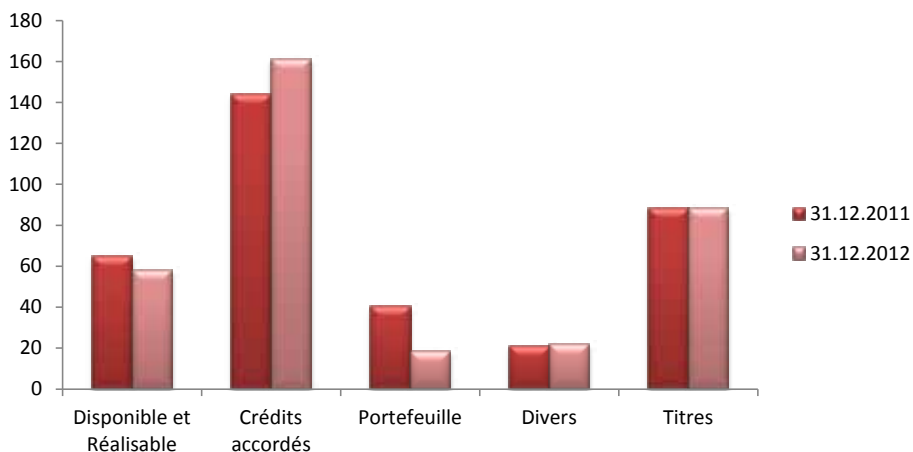


BILAN ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS 2011 - 2012



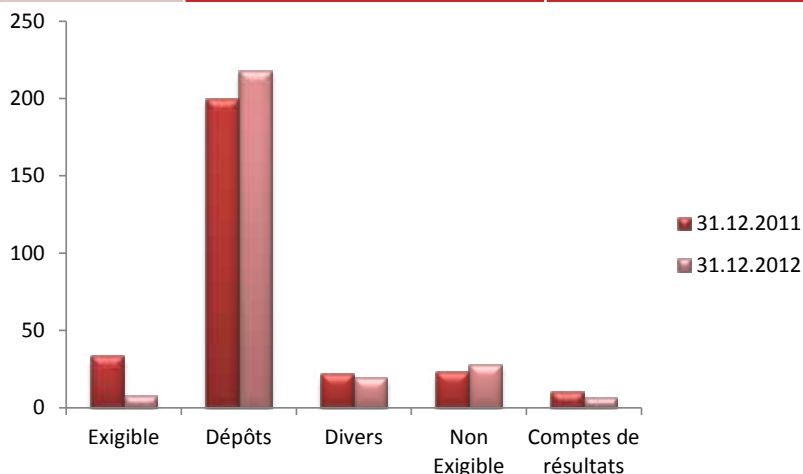
BILAN AU 31.12.12, COMPARE AU 31.12.11(BIF)

ACTIF	31.12.2011	31.12.2012
1. Disponible et Réalisable	64 928 005 810	58 050 209 149
. Caisse-BRB-CCP	12 894 626 260	13 566 731 131
. Banques	51 893 233 420	44 179 597 738
. Prêts au jour le jour	0	0
. Autres valeurs à recevoir à CT	140 146 130	303 880 280
2. Crédits accordés	144 115 824 257	161 178 303 130
. Crédits à court terme	123 959 867 436	136 830 045 164
. Crédits à moyen terme	17 755 125 036	22 396 892 765
. Crédits à long terme	2 400 831 785	1 951 365 201
3. Portefeuille	40 309 900 000	18 609 900 000
. Obligations du Trésor	8 109 900 000	1 109 900 000
. Bons du Trésor	32 200 000 000	17 500 000 000
4. Divers	21 190 049 678	21 905 518 169
5. Titres	88 303 680	88 303 680
. Participations	88 303 680	88 303 680
6. Immobilisé	16 798 981 062	19 531 830 560
. Terrain	426 231 024	962 918 024
. Immeubles d'exploitation	8 923 974 965	8 499 784 918
. Immeubles non liés à l'exploitation	3 026 478 861	3 815 546 691
. Matériel et mobilier	4 168 452 546	5 869 136 734
. Aménagement et Installation	253 843 666	384 444 193
TOTAL DE L'ACTIF	287 431 064 487	279 364 064 688



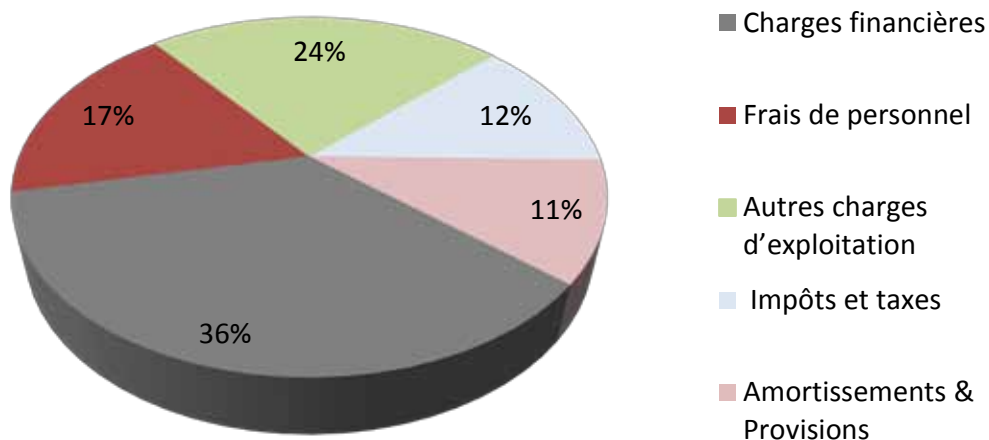
PASSIF	31.12.2011	31.12.2012
1. Exigible	33 172 648 631	7 813 455 593
. Créanciers privilégiés	4 191 307 484	2 668 840 072
. Banques et Instit. Financ.	3 525 590 766	4 305 678 871
. Emprunt de liquide	23 887 615 504	0
. Autres valeurs à payer à CT	1 568 134 877	838 936 650
2. Dépôts	199 905 052 019	217 888 460 670
. A vue	158 507 524 366	178 367 732 170
. A terme	35 498 381 549	31 760 454 292
. Carnets de dépôts	5 899 146 104	7 760 274 208
. Bons de caisse	0	0
3. Divers	21 490 559 666	19 314 029 430
4. Non Exigible	22 924 716 918	27 857 716 918
. Capital libéré	18 166 500 000	20 484 800 000
. Réserve légale	1 816 650 000	2 048 480 000
. Réserves de réévaluation	1 325 566 918	1 325 566 918
. Capitaux et réserves à affec	0	0
. Réserve disponible	116 000 000	2 123 870 000
. Provision générale pr risques	1 500 000 000	1 875 000 000
5. Comptes de résultats	9 938 087 253	6 490 402 077
. Bénéfice reporté	167 580	491 264
. Bénéfice Net d'Impôts	9 937 919 673	6 489 910 813

TOTAL DU PASSIF	287 431 064 487	279 364 064 688
------------------------	------------------------	------------------------



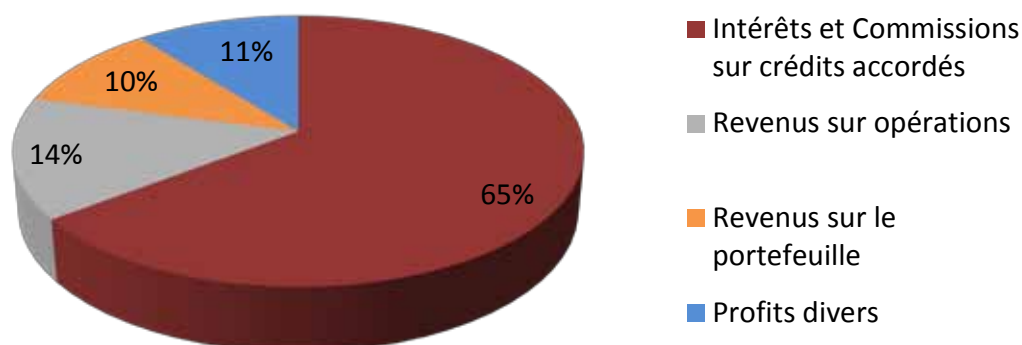
COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31.12.2012 COMPARE AU 31.12.2011 (BIF)

DEBIT	31.12.2011	31.12.2012
1. Charges financières	6 330 391 463	9 605 091 646
2. Frais de personnel	4 529 412 139	4 682 726 663
3. Autres charges d'exploitation	4 994 451 541	6 402 940 982
4. Impôts et taxes	4 789 074 453	3 296 758 360
5. Amortissements & Provisions	2 769 954 499	2 909 014 342
6. Bénéfice net d'impôts	9 937 919 673	6 489 910 813
TOTAL	33 351 203 768	33 386 442 806





CREDIT	31.12.2011	31.12.2012
1. Intérêts et Commissions sur crédits accordés	18 172 119 195	21 578 903 457
2. Revenus sur opérations	7 086 289 667	4 833 152 916
3. Revenus sur le portefeuille	3 585 678 739	3 399 335 575
4. Profits divers	4 507 116 167	3 575 050 858
TOTAL	33 351 203 768	33 386 442 806

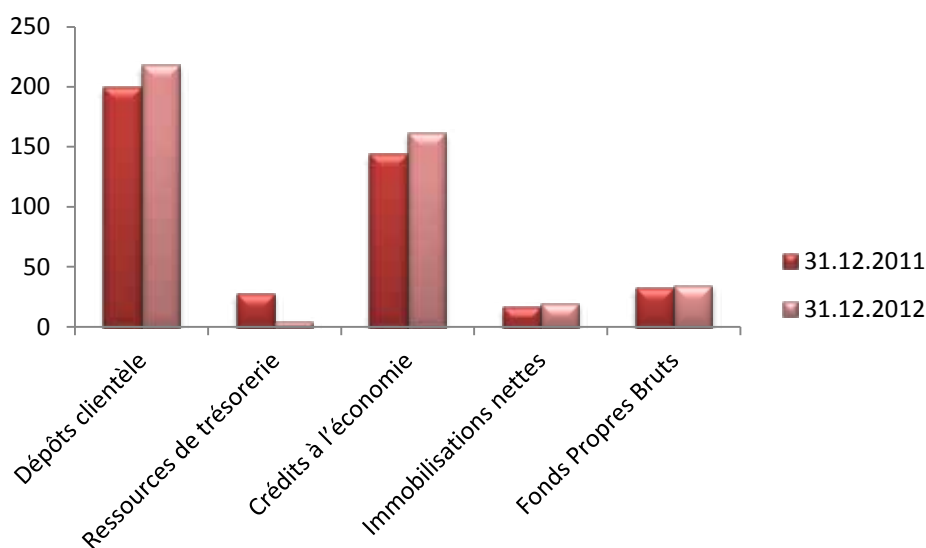


RAPPORT FINANCIER AUX ACTIONNAIRES POUR L'EXERCICE 2012

1. BILAN

Les données des agences et guichets de l'intérieur du pays, qui ont une comptabilité séparée, sont comprises dans le périmètre de consolidation.

En millions de Bif	31.12.2011	31.12.2012	Variation %
TOTAL DU BILAN	287.431,1	279.364,1	-2,8
Dépôts clientèle	199.905,0	217.888,5	+9,0
Ressources de trésorerie	27.413,2	4.305,7	-84,3
Crédits à l'économie	144.115,8	161.178,3	+11,8
Immobilisations nettes	16.799,0	19.531,8	+16,3
Divers emplois	126.427,9	98.653,9	-22,0
Fonds Propres Bruts	32.862,8	34.348,1	+4,5



Les évolutions caractéristiques du bilan au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

- une hausse modérée des dépôts de la clientèle, par ailleurs intervenue au cours du dernier trimestre de l'année : en s'inscrivant à 217.888,5 MF, contre 199.905,0 MF en 2011, leur encours enregistre une progression de 9,0 % ; cette progression marque une reprise de la croissance des dépôts après la faible hausse de 2,6% enregistrée en 2011 ;

- une moindre vitalité de l'activité de financement : à 161.178,3 MF, les crédits à l'économie ne progressent que de 11,8% contre une augmentation de 25,7 % en 2011 ; une situation largement imputable à la crise de liquidité qui a touché le secteur financier tout au long de l'exercice 2012 ;
- un ratio de couverture des crédits par les dépôts en Francs Burundi en légère baisse : 95,6% au 31.12.2012, contre 99,7% fin septembre 2011 ;
- une forte chute des divers emplois, consécutive à une baisse significative des avoirs en banques étrangères (-14,9%) et des investissements en Titres du Trésor (-53,8 %, à 18.609,9 MF contre 40.309,9 MF en 2011) ;
- une consolidation des fonds propres bruts moins importante qu'en 2011 : avant répartition des résultats, ils ne s'élèvent qu'à 34.348,1 MF contre 32.862,8 MF en 2011, en augmentation de seulement 4,5%, contre une hausse de 21,1 % douze mois plus tôt.

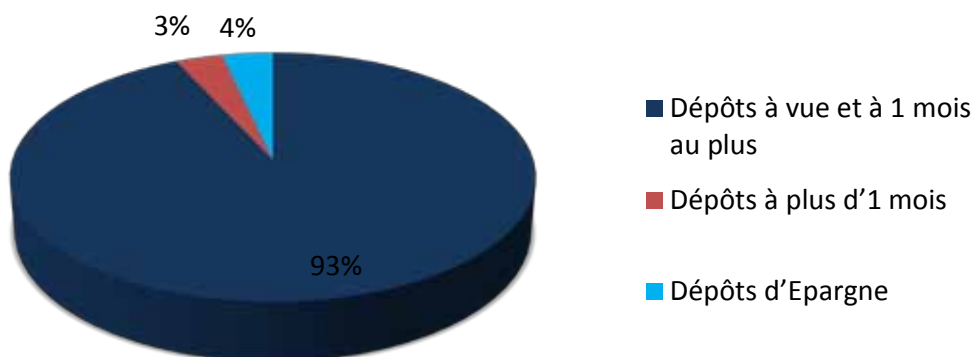


DETTES ENVERS LA CLIENTELE

En millions de Bif	31.12.2011	31.12.2012	Variation %
TOTAL DEPOTS CLIENTELE	199.905,0	217.888,5	+9,0
Dépôts à vue et à 1 mois au plus	188.584,8	202.910,2	+7,6
Dépôts à plus d'1 mois	5.421,1	7.218,0	+33,1
Dépôts d'Epargne	5.899,1	7.760,3	+31,6

L'évolution haussière des dépôts a bénéficié à tous les types de ressources, soit +7,6 % pour les dépôts à vue et à un mois au plus, +33,1 % pour les dépôts à plus d'un mois et +31,6% pour les dépôts d'épargne.

La part des dépôts à vue et à un mois au plus dans le total des ressources reste importante, quoiqu'en légère baisse, à 93,1 % contre 94,3 % au 31.12.2011.



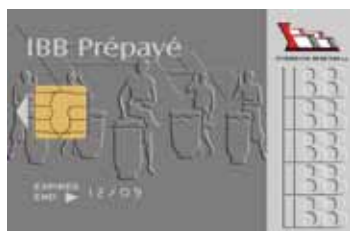
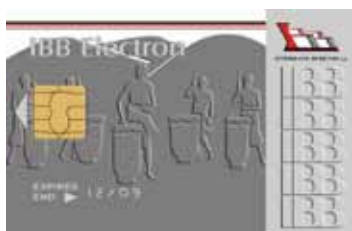
CREDITS A L'ECONOMIE

En millions de Bif	31.12.2011	31.12.2012	Variation %
TOTAL CREDITS	144.115,8	161.178,3	+11,8
Crédits à l'exportation	3.094,7	25,9	-99,2
Crédits café	2.482,1	5.477,7	+20,7
Crédits de trésorerie	116.923,2	130.145,0	+11,3
Autres crédits	21.615,8	25.529,7	+18,1

Avec une part toujours importante de 28 % des crédits à l'économie du secteur bancaire, les crédits consentis par l'Interbank Burundi en 2012 s'inscrivent à 161.178,3 MF (contre 144.115,8 MF en 2011) et enregistrent une hausse moins marquée qu'une année auparavant, soit + 11,8%, contre une croissance de 25,7 % en 2011.

La progression des crédits a essentiellement bénéficié au financement du fonds de roulement, dont les encours de trésorerie s'établissent à 130.145,0 M (+13.221,8 M ou +11,3%), au financement de la filière café (+2.995,6 MF ou +2,8%) et à l'équipement (+4.641,8 MF ou +26,1%), l'habitat, autre composante du poste « Autres crédits », enregistrant quant à lui une baisse de 656,7 MF (-28,5%, à 1.649,3 MF contre 2.306,0 MF douze mois plus tôt) ; cette variation à la baisse étant constituée par les remboursements des crédits à l'habitat, en l'absence de nouvelles interventions dans ce secteur.

La part des crédits à l'économie dans le total bilantaire remonte à 57,7 %, contre 50,1 % en 2011 et 46,2 % en 2010.



2. COMPTE DE RESULTATS

En millions de Bif	31.12.2011	31.12.2012	Variation %
+Intérêts Perçus s/crédits	17.022,8	20.334,4	+19,4
-Intérêts Bonifiés s/dépôts	4.000,4	5.108,2	+27,7
=Marge s/op. clientèle	13.022,4	15.226,2	+16,9
+Intérêts Perçus s/op.trés.	4.572,1	4.610,2	+0,8
-Intérêts Bonifiés s/op.trés.	3.602,4	5.819,1	+61,5
=Marge s/op. trésorerie	969,7	-1.208,9	-224,7
MARGE SUR INTERETS	13.992,1	14.017,3	+0,2
+Commissions & Revenus divers	9.995,4	7.785,1	-22,1
= PRODUIT NET BANCAIRE	23.987,5	21.802,4	-9,1
- FRAIS GENERAUX	10.799,6	12.830,4	+18,8
*Frais de personnel	4.907,1	5.179,6	+5,6
*Autres charges d'exploitation	3.344,3	4.583,8	+37,0
*Impôts et taxes divers	1.068,8	1.167,6	+9,2
*Amortissements	1.479,4	1.899,4	+28,4
= RESULTAT BRUT D'EXPLOIT.	13.187,9	8.972,0	-32,0
-Provisions sur créances	1.290,6	1.009,6	-21,8
+Reprises de provisions	1.760,9	656,7	+61,6
= RESULTAT AVANT IMPOTS	13.658,2	8.619,1	-36,9
-Impôts	3.720,3	2.129,2	-42,8
= RESULTAT NET	9.937,9	6.489,9	-34,7

Le Produit Net Bancaire (PNB)

Au terme de l'exercice 2012, le produit net bancaire s'établit à 21.802,4 MF, en baisse de 9,1 %.

Cette évolution défavorable est fortement corrélée à la crise des liquidités qui a frappé l'économie et, consécutivement, au recours aux ressources de trésorerie plus onéreuses, constituées principalement par le refinancement Banque Centrale et les emprunts au jour le jour.

Elle est aussi due à la faiblesse de l'activité à l'International, inhérente à la pénurie de ressources en devises et à la détérioration de la parité USD/BIF qui en a découlé.

La baisse du produit net bancaire se répartit entre :

- **la stagnation de la marge d'intérêts**, établie à seulement 14.017,2 MF, contre 13.992,1 MF à fin décembre 2011, soit une petite hausse de 0,2 % ; cette stagnation est largement expliquée par le repli de l'intermédiation de trésorerie, qui pâtit du recours soutenu aux facilités de refinancement de la Banque Centrale et aux emprunts au jour le jour ; la marge sur opérations de trésorerie est ainsi négative de 1.208,9 MF, alors qu'elle était positive de 969,7 MF une année plus tôt, et contrebalance défavorablement l'impact des hausses d'encours de crédits sur la marge d'intermédiation clientèle qui, elle, croît de 16,9 %, à 15.226,2 MF contre 13.022,4 MF douze mois auparavant ;
- **et l'important recul des commissions et revenus divers** : -22,1%, à 7.785,1 MF au 31 décembre 2012 contre 9.995,4 MF l'exercice précédent ; les fortes tensions de trésorerie en FBU et en devises, conjuguées à la nette détérioration de la parité USD/BIF, sont à l'origine de ces mauvaises performances : les revenus de change ont ainsi chuté de 39,9%, revenant de 3.819,9 MF à fin décembre 2011 à 2.296,0 MF une année plus tard, les commissions sur les opérations d'importation sont en retrait de 34,0%, à 885,3 MF au lieu de 1.340,9 MF en 2011 ; la part contributive des commissions et revenus divers au PNB a lourdement chuté à 35,7%, contre 40,5 % à fin décembre 2011, 45,3 % en 2010 et 51,2 % en 2009.

Les Charges d'Exploitation

Les frais généraux de gestion connaissent une moindre progression par rapport à 2011, soit une croissance de 18,8% à fin décembre 2012 contre celle de 20,5 % enregistrée douze mois plus tôt :

- **frais de personnel** : en augmentation de seulement 5,6%, à 5.179,6 MF, les frais de personnel marquent une évolution favorable, ne représentant plus que 40,4% des frais généraux contre 45,4 % il y a une année ; ils continuent cependant à absorber près d'un cinquième du produit net bancaire, à 20,4 % du PNB, en raison essentiellement de la dégradation de ce dernier. Il est à noter cependant que ces rapports seraient plus importants si aux frais de personnel étaient intégrés les impôts sur les revenus professionnels payés par la Banque pour le compte du personnel au titre des primes et indemnités. A fin décembre 2012, ces impôts s'élevaient à 1.113,7 MF et portent le total des frais de personnel à 6.293,3 MF ; les maintenir à la charge de la Banque

s'explique essentiellement par la volonté de compenser le niveau bas des salaires de base.

- **autres frais généraux** : ils s'inscrivent en forte hausse de 37,0%, à 4.583,8 MF, contre 3.344,3 MF au 31 décembre 2011. Cette évolution est la résultante de deux mouvements contraires :

» d'une part, l'impact de l'environnement de fortes poussées inflationnistes et des hausses tarifaires sur les redevances de certains opérateurs publics de même que la mise sur pied de nouvelles taxes : frais médicaux et pharmaceutiques (+32,1%) ainsi que frais de fournitures de bureau (+31,7%), dont les augmentations respectives sont dues à l'environnement d'inflation qui a prévalu en 2012 ; eau et électricité (+89,4%), dont la progression est imputable au relèvement des tarifs de la REGIDESO intervenu en début d'exercice ; frais d'entretien (+38,1%), dont la croissance s'explique par les travaux de renouvellement de peinture de nos sites d'exploitation, par l'amélioration de la visibilité de notre enseigne et par la maintenance de nos principaux équipements comme les groupes électrogènes, les chambres fortes et les distributeurs automatiques de billets ; frais de communications téléphoniques (+20,3%) à cause de la nouvelle taxe sur les consommations téléphoniques mise en place par le Gouvernement début juillet 2012 ; frais de location des lignes téléphoniques dédiées (+75,0%), hausse largement expliquée par l'important relèvement des tarifs de location de nos lignes dédiées au transfert des données par l'ONATEL mais aussi par les frais UCOM pour les liaisons monétiques par GPRS et SMS ; frais de carburant Groupes Electrogènes (+78,6%), en raison des délestages REGIDESO intervenus durant pratiquement tout le deuxième semestre de l'année ;

» et, d'autre part, la maîtrise réussie du monitoring de certaines charges d'exploitation, qui apparaissent ainsi en baisse : charges en faveur du personnel (-53,9%), frais et cadeaux de circonstance Personnel (-84,0%), frais de maintenance informatiques (-14,3%), frais d'assurance (-18,1%), frais d'entretien véhicules (-40,2%) et autres frais divers(-12,6%) ;

- **les charges d'amortissement** augmentent de 28,4 % en raison des importants investissements réalisés en 2011 et 2012 dans les domaines de la monétique et de l'extension du réseau de distribution.

Le coefficient d'exploitation, qui définit le rapport entre les frais généraux (12.830,4 MF) et le produit net bancaire (21.802,4 MF), s'est fortement dégradé, s'établissant à 58,8 % à fin décembre 2012 contre 45,9 % une année plus tôt. L'évolution défavorable de ce rapport est, comme explicité ci avant, à la fois liée à la baisse du produit net bancaire, revenu de 23.987,5 MF au 31 décembre 2011 à 21.802,4 MF à fin décembre 2012 (-9,1%), et à l'accroissement des frais généraux, passés de 10.799,6 MF à 12.830,4 MF d'une année à l'autre (+18,8%).

Les Provisions pour risques de crédit

L'assainissement du portefeuille compromis par le provisionnement intégral des encours sans mouvements significatifs s'est poursuivi, les provisions au titre de l'exercice 2012 s'établissant à 1.009,6 MF.

Rompant avec la tendance de ces deux dernières années, les reprises de provisions de l'exercice (656,7 MF) sont inférieures aux provisions affectées. A 9.278,8 MF au 31 décembre 2012, le cumul de ces dernières assure une couverture de 97,0 % des créances compromises, dont l'encours s'établit à 9.566,5 MF.

Cet encours représente un taux de déperdition de 5,9 % du portefeuille. A noter que la moyenne pour l'ensemble du secteur bancaire était de 8,0 % au 30 septembre 2012.

Le Résultat Net

Après un impôt en baisse de 42,8 %, à 2.129,2 MF, le résultat net enregistre une chute de 34,7 %, à 6.489,9 MF.





INTERBANK BURUNDI



Carte American Express

acceptée à nos terminaux

REPARTITION DES BENEFICES

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément à l'article 52 des statuts de la Banque, l'Assemblée Générale Ordinaire est invitée à se prononcer sur le projet de répartition du bénéfice de l'exercice.

Ce dernier s'élève à BIF 6.490.402.077 compte tenu du bénéfice reporté de BIF 491.264

Nous vous en proposons l'affectation suivante :

Provisions générales pour risques	BIF	375.000.000
Dividendes	BIF	3.887.058.824
Tantièmes aux Administrateurs	BIF	622.494.117
Prime de bilan	BIF	587.453.766
Prime de fidélité	BIF	282.763.804
Réserves Disponibles	BIF	735.130.000
Report à Nouveau	BIF	501.566
TOTAL	BIF	6.490.402.077



NOMINATIONS STATUTAIREs EXERCICE 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En application de l'article 18 des Statuts de la Banque, les mandats d'Administrateurs de :

- Monsieur l'Abbé Gabriel BAZIRUWISABIYE
- Monsieur Paul BERGER
- Monsieur Georges COUCOULIS
- Monsieur Reginald Thibaut de Maisières
- Monsieur Callixte MUTABAZI
- Monsieur Bonaventure NICIMPAYE
- Madame Marguerite RUMBETE
- Monsieur Mathias SINAMENYE
- Monsieur Salvator TOYI
- SALEX CORPORATION

viennent à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

Ces Administrateurs sont rééligibles et se présentent à vos suffrages.

Si leurs candidatures vous agréent, leurs mandats viendraient à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'An 2014 statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Au terme de ce rapport, nous voudrions encore une fois féliciter et remercier le Comité de Direction et tout le personnel de l'Interbank Burundi pour l'appréciable travail accompli et pour leur engagement sans cesse renouvelé à l'édification de l'Interbank Burundi.

Le Conseil d'Administration.

OPINION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS AUX ACTIONNAIRES D'INTERBANK BURUNDI S.A

Nous avons effectué une vérification des états financiers d'INTERBANK BURUNDI SA. Ces états financiers comprennent le bilan au 31 Décembre 2012, le compte de résultat pour l'exercice arrêté au 31 Décembre 2012 et le hors bilan au 31 Décembre 2012 ainsi qu'un résumé des principales conventions comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration sur les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation des états financiers et leur caractère régulier et sincère conformément à la loi bancaire du Burundi, n°1/017 du 23 Octobre 2003.

Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en œuvre et assurer le maintien d'un système de contrôle interne permettant l'établissement de comptes réguliers et sincères ne comportant pas d'anomalies significatives provenant de fraudes ou d'erreur; le choix et l'application des principes comptables appropriés; et l'utilisation d'estimations compatibles et raisonnables en fonction des circonstances.

Responsabilité des Commissaires aux Comptes

Notre mission consiste à exprimer une opinion indépendante sur ces états financiers. Nos diligences ont été effectuées en accord avec les normes internationales d'audit. Ces normes prévoient que nous nous conformions aux règles d'éthique et que notre audit soit planifié et effectué de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d'inexactitudes significatives.

Un audit requiert la mise en œuvre de procédures permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Les procédures mises en œuvre dépendent du jugement du commissaire aux comptes incluant une évaluation du risque d'erreur significative en cas de fraudes ou d'erreur. Cette évaluation du risque a pour objectif de s'assurer de la pertinence du système du contrôle interne

quant à l'établissement des états financiers afin de mettre en œuvre les procédures d'audit adéquates. Elle n'a pas pour but de formuler une opinion sur la qualité du contrôle interne. Un audit comprend également l'appréciation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par la direction de la banque, ainsi que l'évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A notre connaissance, nous avons obtenu toutes les informations utiles pour l'accomplissement de notre mission et nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers de INTERBANK BURUNDI S.A reflètent fidèlement et sincèrement la situation patrimoniale et les performances de la Banque au 31 décembre 2012 suivant les règles comptables applicables aux banques commerciales du Burundi.

L'actif excède effectivement, d'un montant au moins égal au capital minimum tel que prévu à l'article 26 de la loi bancaire, le passif dont la banque INTERBANK BURUNDI SA est tenue envers les tiers. Les comptes annuels de l'exercice 2012 dégagent un total du bilan de BIF 279 364 064 688 (Deux cent soixante-dix-neuf milliards trois cent soixante quatre millions soixante quatre mille six cent quatre-vingt huit francs Burundi) et un bénéfice net de BIF 6 489 910 813 (Six milliards quatre cent quatre-vingt neuf millions neuf cent dix mille huit cent treize francs Burundi).

Le Commissaire aux comptes
GPO PARTNERS BURUNDI

Représentée par :
Benjamin RUFAGARI



**ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE
DES ACTIONNAIRES DU
1 Mars 2013**



RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 1 MARS 2013

Première résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve ces rapports.

Deuxième résolution :

L'Assemblée Générale approuve le bilan et le compte de pertes et profits d'INTERBANK BURUNDI, S.A. pour l'exercice social arrêté au 31 décembre 2012.

Troisième résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve l'affectation du solde bénéficiaire telle qu'elle lui est proposée :

Réserves disponibles	375.000.000
Provisions générales pour risques	3.887.058.824
Dividendes	622.494.117
Tantièmes aux Administrateurs	587.453.766
Prime de bilan	282.763.804
Prime de fidélité	735.130.000
Report à nouveau	501.566

Quatrième résolution :

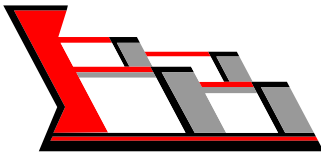
L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus aux membres du Conseil d'Administration de leur gestion pour l'exercice 2012 et aux Commissaires aux comptes pour leur contrôle de l'exercice 2012.

Cinquième résolution :

En application de l'article 18 des statuts de la Banque, l'Assemblée Générale Ordinaire nomme les Administrateurs :

- Madame Marguerite RUMBETE
- Monsieur Georges COUCOULIS
- Monsieur l'Abbé BAZIRUWISABIYE Gabriel
- Monsieur Paul BERGER
- Monsieur Bonaventure NICIMPAYE
- Monsieur Reginald THIBAUT de MAISIERES
- Monsieur Callixte MUTABAZI
- Monsieur Mathias SINAMENYE
- Monsieur Salvator TOYI
- SALEX CORPORATION

pour une durée d'une année qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2014 statuant sur les comptes de l'exercice 2013.



INTERBANK BURUNDI S.A.

Notre réseau de distribution

Siège : Bujumbura-Centre

15, Avenue de l'Industrie

Tél. : (257) 22 06 29

Fax : (257) 22 04 61

E-mail : info@interbankbdi.com

Site Web : www.interbankbdi.com

CODE SWIFT : IBBU BIBI

Guichet Mutakura

Avenue du 3 Septembre
Quartier Mutakura

Guichet Bwiza

Angle Avenue du Peuple Murundi
& 6ème Avenue Bwiza

Guichet O.B.R. "Le Savonier"

Guichet O.B.R. "Emmaus"

Quartier Asiatique

Avenue NTAHANGWA
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 21 00 35
E-mail : asiatique@interbankbdi.com

Guichet Buyenzi

20^{ème} Avenue n°1
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 21 00 33
E-mail : buyenzi@interbankbdi.com

Guichet BRARUDI

Boulevard du 1^{er} Novembre
Tél. : (257) 22 21 09 41

Guichet Building Administratif

Tél. : (257) 22 22 06 29

Guichet Meridien Source du Nil

Avenue Nicolas Mayugi
Tél (257) 22 25 03 57

Nouveau Quartier Industriel

Nouveau Marché, Avenue de l'OUA

Place de l'Indépendance

Avenue du Commerce
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 29 49
E-mail : api@interbankbdi.com

Marché Central de Bujumbura

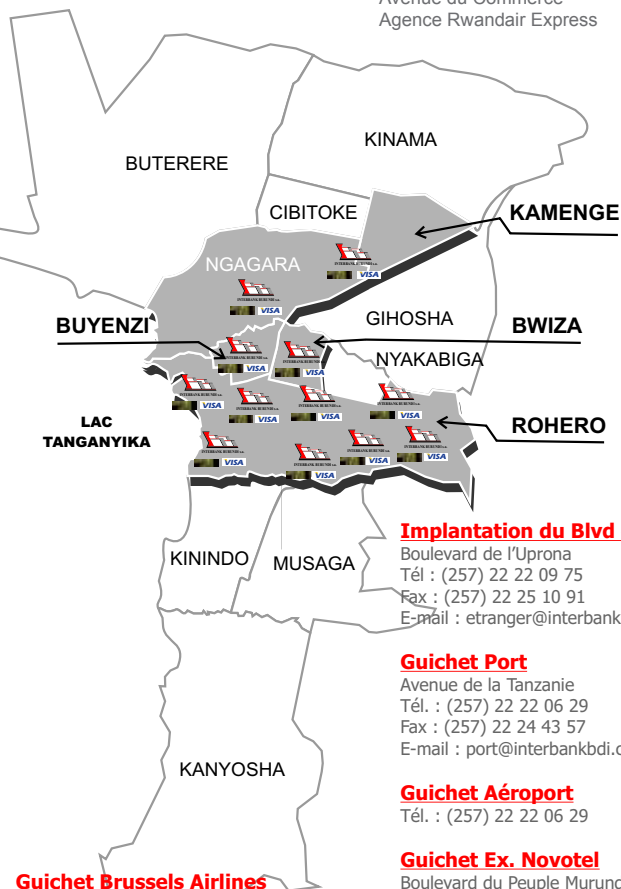
Avenue de la Croix-Rouge
Tél. : (257) 22 24 12 75 / 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 17 76
E-mail : amc@interbankbdi.com

Guichet Jabe

Avenue de la Jeunesse
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 48 07
E-mail : jabe@interbankbdi.com

Guichet Rwandair Express

Avenue du Commerce
Agence Rwandair Express



Implantation du Blvd de l'Uprona

Boulevard de l'Uprona
Tél : (257) 22 22 09 75
Fax : (257) 22 25 10 91
E-mail : etranger@interbankbdi.com

Guichet Port

Avenue de la Tanzanie
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 43 57
E-mail : port@interbankbdi.com

Guichet Aéroport

Tél. : (257) 22 22 06 29

Guichet Ex. Novotel

Boulevard du Peuple Murundi
Tél. : (257) 22 22 06 29

Guichet BNUB

Chaussée d'Uvira
BNUB Headquarters

Guichet Kamenge

Tél. : (257) 22 23 97 66

Guichet Brussels Airlines

Avenue de l'Industrie
Agence Brussels Airlines

Guichet Av. de la Mission

Avenue de la Mission

Guichet U-COM Leo

Au sein de l'entreprise U-COM



Notre réseau de distribution

INTERIEUR DU PAYS



NGOZI :

Ngozi (Centre)
Tél. : (257) 22 30 23 24
Fax : (257) 22 30 23 34
E-mail : ngozi@interbankbdi.com

KIRUNDO :

Kirundo (Centre)
Tél. : (257) 22 30 46 33
E-mail : kirundo@interbankbdi.com

CANKUZO :

Cankuzo (Centre)
Tél. : (257) 22 40 70 98
Fax : (257) 22 40 70 98
E-mail : cankuzo@interbankbdi.com

RUGOMBO :

Centre de Négoce de Rugombo
Tél. : (257) 79 156 710
: (257) 79 915 538
E-mail : rugombo@interbankbdi.com

NYANZA-LAC :

Centre Commercial de Nyanza-Lac

MABANDA :

Centre Commercial de Mabanda

KAYOGORO :

Centre Commercial de Kayogoro

MABAYI :
Centre de négoce de Mabayi

KARUSI :
Centre Commercial de Karusi

RUYIGI :
Centre Commercial de Ruyigi

MASANGANZIRA :
A 30 km de Ngozi

BUBANZA :
Centre Commercial de Bubanza
Tél. : (257) 22 26 1346
E-mail : bubanza@interbankbdi.com

KAYANZA :
Centre Commercial de Kayanza, sur la RN 1

RUMONGE :
En face du marché
Tél. : (257) 22 50 40 12
E-mail : rumonge@interbankbdi.com

MAKAMBA :
En face du marché
Tél. : (257) 22 50 40 12
E-mail : makamba@interbankbdi.com

GITEGA : * AGENCE GITEGA

Gitega (Centre)
Tél. : (257) 22 40 32 66
Fax : (257) 22 40 32 68
E-mail : gitega@interbankbdi.com

* GUICHET BRARUDI GITEGA

MUYINGA :

Muyinga (Centre)
Tél. : (257) 22 30 67 63
Fax : (257) 22 30 67 68
E-mail : muyinga@interbankbdi.com



INTERBANK BURUNDI s.a

RESEAUX DE CORRESPONDANTS A L'ETRANGER



DEUTSCHE BANK TRUST COMPANY AMERICAS

60 WALL STREET Front 1
NEW YORK 10005-2836



KENYA COMMERCIAL BK LIMITED / NAIROBI

MOI AVENUE NAIROBI
Site Web : <http://www.kcb.co.ke>
CODE SWIFT : KCBLKENX



KREDIETBANK / BRUXELLES

2-1080 BRUXELLES
Site Web : <http://www.kbc.be>
IBAN BE 04 3010102188-31
CODE SWIFT : KREDBEBB



BNP Paribas Fortis

MONTAGNE DU PARC
3-1000 BRUXELLES
Site Web : <http://www.fortis.be>
IBAN BE 59 29 1114520826
CODE SWIFT : GEBABEBB



BYBLOS BANK BELGIUM

Rue Montoyer 10
Bte. 3, 1000 Brussels



COMMERZBANK AG

Kaiserplatz, Frankfurt am Main
60261
Frankfurt am Main
Site Web : <http://www.commerzbank.be>
CODE SWIFT : COBADEEFF



ING BELGIUM

24, AVENUE MARNIX
B 1050 BRUXELLES
Site Web : <http://www.bble.be>